

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 14 août 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIREC- VALRECOISE (ex LETANG)

79 RUE AUGUSTE BONAMY
60130 Saint-Just-en-Chaussée

Références : D3i 2024-683
Code AIOT : 0005701495

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement CHIMIREC- VALRECOISE (ex LETANG) implanté chemin du maire 51370 Saint-Brice-Courcelles. L'inspection a été annoncée le 04/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC- VALRECOISE (ex LETANG)
- Chemin du maire 51370 Saint-Brice-Courcelles
- Code AIOT : 0005701495
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Unité Départementale de la Marne pour l'année 2024, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) a effectué une visite d'inspection programmée des installations de transit, tri, regroupement de déchets dangereux et de stockage temporaire de ces déchets autorisés depuis 1997 et exploitées par la société CHIMIREC VALRECOISE à SAINT-BRICE COURCELLES (51370).

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Rétention
- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ Soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ Soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Sans objet
2	Traçabilité des déchets dangereux	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Sans objet
3	Stockage des huiles usagées	Arrêté Préfectoral du 05/05/2021, article 4.1	Sans objet
4	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Produits incompatibles –	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	rétentions non déportées		
6	Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	Sans objet
7	Tuyauteries de matières dangereuses - suite caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	Sans objet
8	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
9	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées n'a pas constaté de non-conformité lors de cette visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets – registre chronologique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

<p>Constats : L'exploitant dispose d'un registre informatique dématérialisé (UNICOM). Ce logiciel reprend l'ensemble des informations exigées par la réglementation en vigueur. Cet outil métier gère 3 dépôts CHIMIREC et permet d'assurer la traçabilité pour chaque déchet collecté. Le registre reprend notamment le numéro de Bordereau de Suivi Déchets, numéro TrackDéchets, poids estimé, code déchet, date, code valorisation, producteur, transporteur, collecteur. L'inspection des installations classées n'a pas de remarque concernant ce point de contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Traçabilité des déchets dangereux

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets dangereux – utilisation de Trackdéchets</p>
<p>Prescription contrôlée : Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p>Constats : L'exploitant utilise Trackdéchets pour l'ensemble des déchets collectés. Les bordereaux sont générés dès la commande client. Trackdéchets est utilisé pour les déchets dangereux (eaux souillées) depuis janvier 2023 et depuis janvier 2024 pour les huiles usagées (huiles noires). La société est affiliée auprès de l'éco-organisme CYCLEVIA. Le jour de la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant dispose d'un contrat d'engagement avec CYCLEVIA, convention du 18/05/2022 pour une durée de 3 ans. L'inspection des installations classées a contrôlé par échantillonnage des bordereaux. Il a été constaté pour la période 2023/2024, que 18 bordereaux comportaient des codes postaux du producteur initial qui ne font pas partie des départements dont la collecte est autorisée par le contrat avec CYCLEVIA. Dans ses réponses par mails du 27 juin et 4 juillet 2024, l'exploitant a mis en évidence un problème informatique lié à la transcription des données entre Trackdéchets et l'outil d'export. En effet l'outil d'export reprend le début d'adresse du producteur pour générer le département de collecte (par exemple une adresse commençant par 33 rue de Paris, l'outil Trackdéchets va indiquer le département de la Gironde). L'exploitant a justifié le problème informatique pour l'ensemble de ces 18 bordereaux. L'exploitant a fait remonter ce problème à l'ensemble des collaborateurs. Côté inspection des installations classées, une remontée au service support de l'outil informatique Trackdéchets a été réalisée. L'inspection des installations classées a donc pu vérifier que l'exploitant assure une bonne traçabilité de chaque collecte notamment par une maîtrise du registre chronologique et du suivi des bordereaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Stockage des huiles usagées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2021, article 4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des huiles usagées</p>
<p>Prescription contrôlée : Le ramasseur agréé doit disposer d'une capacité de stockage au moins égale à 1/12 du tonnage collecté annuellement et d'au minimum 50 m3 assurant la séparation entre les huiles stockées et tous autres déchets et substances d'une autre nature et permettant la séparation entre les différentes qualités d'huiles collectées (huiles usagées moteurs, huiles industrielles claires). Cette capacité de stockage devra être conforme à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats : L'installation est composée de 4 cuves de 65m3 pour les huiles usagées, soit un total de 260m3.</p>

<p>Elle dispose également de 2 cuves de 65m³ pour les eaux souillées, soit un total de 130m³. La capacité totale de stockage des déchets est donc de 390m³ et dispose d'une rétention de 223m³ (255m³-32m³ de fond conique). Cette capacité est donc conforme à la réglementation en vigueur.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas de remarque concernant ce point de contrôle.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté le bon état des rétentions. Elle n'a pas constaté de liquide stagnant, ni de trace de dégradation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>De par la nature identique des déchets entreposés, l'inspection des installations classées n'a pas constaté d'incompatibilité sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V
Thème(s) : Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les modalités d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, sont formalisées dans les consignes prévues à l'article 59 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise une vérification annuelle de l'ensemble des tuyauteries. Ces contrôles sont formalisés et consignés sur le serveur informatique. Par mail du 21 juin 2024, l'exploitant a transmis le dernier rapport de contrôle en date du 23 novembre 2023.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas de remarque concernant ce point de contrôle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Tuyauteries de matières dangereuses - suite caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V
Thème(s) : Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses
Prescription contrôlée : Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont accessibles et repérées conformément aux règles en vigueur. Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont installées à l'abri des chocs et sont résistantes aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques auxquelles elles sont exposées. Des dispositions spécifiques sont notamment mises en place au niveau des cheminements des tuyauteries à proximité des voies de circulation (hauteur suffisante, protections adaptées, etc.). Le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses figure sur un plan tenu à jour.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan à jour de l'ensemble des tuyauteries. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que certaines canalisations de la zone de dépotage ne disposaient pas d'un affichage suffisant et cohérent. Le marquage des entités n'est pas suffisamment explicite. Il a également été constaté un manque d'identification des différents bacs de tri des déchets produits par l'exploitation. Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis des photos du nouvel affichage mis en place. L'inspection des installations classées n'a plus de remarque concernant ce point de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant dispose d'un relevé journalier des stocks réalisé par semaine, avec détails cuve par cuve. Par sondage, l'inspection des installations classées a constaté la cohérence de l'état des stocks avec le stockage présent sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
Constats : L'exploitant réalise une formation annuelle sécurité. Cette formation comprend : <ul style="list-style-type: none">• test de situation d'urgence avec les opérateurs• test des capacités- test des connaissances Un affichage rappelant les consignes de sécurité est présent sur l'ensemble du site. L'inspection des installations classées a vérifié le registre sécurité et n'a pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite